

Déjà
450 000 fans
convaincus !

TOUT LE MONDE N'AURA PAS LA CHANCE DE QUITTER SON PAYS

Plus libre, plus heureux
et moins taxé : comment
s'évader intelligemment



OLIVIER ROLAND

A L I S I O

Avez-vous l'impression que vous payez toujours plus d'impôts alors que la qualité des services donnés en retour par votre État se dégrade ? Que l'ambiance dans votre pays se détériore ? Que les populistes ont de plus en plus d'influence et de pouvoir ? Que la dette de votre pays a atteint une taille démentielle, et que pourtant votre gouvernement a le plus grand mal à avoir un budget à l'équilibre ? Que votre pays glisse dans le classement des pays les plus riches du monde, ou risque de le faire bientôt ?

Ce n'est pas qu'une impression.

Nous vivons une transformation majeure, un basculement invisible aux yeux de ceux qui ne veulent pas voir. La révolution numérique a changé les règles du jeu et bouleverse les fondements mêmes des États-nations, et les plus agiles en profitent déjà : entrepreneurs, investisseurs, *digital nomads*... ils sont de plus en plus nombreux à comprendre que le monde est devenu un marché de juridictions en concurrence, et qu'ils peuvent choisir où vivre, où travailler, où payer leurs impôts.

- **Pourquoi les États modernes sont-ils en train d'être disruptés, comme l'ont été autrefois les empires et l'Église catholique ?**
- **Pourquoi même les États démocratiques sont-ils tentés de mettre en place une surveillance numérique dystopique de leur population ?**
- **Quelles stratégies concrètes mettre en place pour gagner en liberté, en sécurité et en prospérité ?**
- **Pourquoi est-il aujourd'hui plus risqué de rester que de partir ?**

Plongez dans une analyse **percutante, argumentée et sans concession**, nourrie d'histoire, d'exemples concrets et de stratégies actionnables, appuyés par plus de 800 références scientifiques.

Ce livre est une révélation : une fois que vous aurez compris les nouvelles règles du jeu, vous ne regarderez plus jamais votre pays de la même façon.



Olivier Roland est entrepreneur depuis l'âge de 19 ans, Youtubeur, conférencier international, et *digital nomad* depuis plus de quinze ans, parmi ses nombreuses casquettes. Il est suivi, tous réseaux confondus, par plus de 450 000 fans convaincus par sa méthode !

Il est également l'auteur du best-seller *Tout le monde n'a pas eu la chance de rater ses études* (130 000 exemplaires vendus).

DÉCOUVREZ

- ✓ **Les causes profondes de la dégradation de l'ambiance et des conditions économiques dans votre pays**
- ✓ **Comment devenir plus libre, plus heureux et moins taxé pour tirer votre épingle du jeu dans ce monde nouveau**
- ✓ **Les nouvelles formes de gouvernance et de vivre-ensemble que permettent les nouvelles technologies**
- ✓ **Des exemples concrets et des cas pratiques, appuyés par la science**

ISBN : 978-2-37935-430-4



27 €
Prix TTC
France



Design : Clemens78 / 99designs

Rayon : Développement
personnel et professionnel

« Le mode d'emploi pour s'affranchir des limites imposées par la société. Olivier Roland vous invite à repenser votre liberté et à reprendre le contrôle de votre avenir ».

Romain Bouvet, Phd, ancien chercheur au CNRS

« Ce livre est une ode à la liberté d'entreprendre, mais aussi à la liberté d'imaginer une nouvelle vie, au-delà des frontières et des croyances. Il vous aidera à vous bâtir une vie sur mesure, grâce au travail de recherche très méticuleux d'Olivier. »

Benoît Wojtenka, auteur, entrepreneur et créateur de Bonne Gueule, chevalier de l'Ordre National du Mérite

« Ce livre va vous marquer ! Dans un monde en perpétuel changement, où l'expatriation, les régulations et les États-nations sont bouleversés, il ne suffit plus d'observer, il faut agir. Ce livre est une boussole précieuse pour comprendre ces transformations et prendre les bonnes décisions. On devrait l'intégrer dès le lycée et en faire un livre d'utilité publique. Je recommande vivement ! »

Alexandre Leclair, entrepreneur et auteur, spécialiste des marchés financiers

« Un constat édifiant sur notre présent, et une feuille de route inspirante pour les épris de liberté dans un monde au futur incertain. »

Laurent Breillat, auteur, conférencier, et créateur d'Apprendre la Photo

Du même auteur, chez Alisio

Tout le monde n'a pas eu la chance de rater ses études (2016, NE 2019)

Agir et réussir (2020)

Tout le monde n'a pas eu la chance de rater ses études,

illustré par Vainui de Castelbajac (2021)

**TOUT LE MONDE
N'AURA PAS LA CHANCE
DE QUITTER SON PAYS**

Relecture-correction : Claire Bélet et Anne Mars

© 2025 Alisio, une marque des éditions Leduc
76, boulevard Pasteur
75015 Paris – France
ISBN : 978-2-37935-430-4

Olivier Roland

TOUT LE MONDE N'AURA PAS LA CHANCE DE QUITTER SON PAYS

**PLUS LIBRE, PLUS HEUREUX ET MOINS TAXÉ :
COMMENT S'ÉVADER INTELLIGEMMENT**

A L I S I O

SOMMAIRE

- Préface d'Éric Larchevêque 8
- Sur les épaules des géants 12
- Une formation gratuite
en complément de ce livre 13
- Pourquoi j'ai écrit ce livre 14
- Introduction. Comment je suis devenu
nomade numérique et multipays 18

1

33

Chapitre 1

10 principes que nous enseignent
l'Histoire pour prédire le futur 34

Chapitre 2

Comment les États-nations modernes
sont disruptés par Internet 62

Chapitre 3

Le pire moment 174

Chapitre 4

La tentation de la surveillance
et du contrôle généralisés 211

Chapitre 5

La mort par les régulations 278

Chapitre 6

Mais au fait, comment les impôts
modernes sont-ils nés ? Et ce que
vous payez vraiment 334

**DEVENIR LIBRE
ET TIRER VOTRE
ÉPINGLE DU JEU
DANS CE MONDE
NOUVEAU 354**

2

Chapitre 7

Briser les chaînes du monopayisme et devenir libre 356

Chapitre 8

Allez plus loin en intégrant des défenses asymétriques 375

Chapitre 9

Diminuer fortement votre imposition et maximiser votre liberté en vous expatriant 427

Chapitre 10

Les nouveaux modèles de société 468

Chapitre 11

Quel avenir pour les États-nations ? 499

Chapitre 12

Propositions pour les États-nations 555

Chapitre 13

Les nomades numériques comme force politique 574

En conclusion 582

Bibliographie 584

Table des matières 587

PRÉFACE D'ÉRIC LARCHEVÊQUE

L'ÈRE DES RÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

Dès la création de ma première start-up en 1996 – à l'époque où Internet supplantait le Minitel –, j'ai vu à quel point la transformation technologique pouvait avoir un impact sur la société.

Nous vivons une période charnière où les avancées numériques rebattent les cartes du pouvoir traditionnel. Les États-nations, longtemps piliers incontestés de l'organisation sociale et économique, se voient aujourd'hui confrontés à des technologies exponentielles qui transcendent les frontières. Internet a déjà érodé certaines prérogatives étatiques ; désormais, les crypto-actifs et l'intelligence artificielle accélèrent cette transformation. Les gouvernements doivent adapter leur souveraineté à un monde décentralisé, sans quoi ils risquent de la voir émiettée par des acteurs privés ou des communautés digitales autonomes.

Bitcoin : une monnaie libre face aux États et aux banques centrales

Au cœur de cette métamorphose technologique, **Bitcoin s'impose comme bien plus qu'une nouvelle monnaie**. C'est un étendard de liberté financière, « une monnaie sans banque ni État », pour reprendre l'intitulé d'une de mes conférences. Bitcoin bouscule le monopole monétaire des banques centrales en proposant un système d'échange décentralisé, transparent et ouvert à tous. À mes yeux, il représente même **la forme de monnaie la plus aboutie** – fruit d'une double révolution, à la fois technologique et monétaire.

J'ai découvert Bitcoin en 2013 avec cette conviction intime qu'il cohabitait toutes les cases, **tant sur le plan philosophique qu'économique**. Entrepreneur dans l'âme, j'ai toujours été attaché à la liberté et à la **souveraineté individuelle sur ses biens et son propre argent**. C'est pourquoi la promesse du Bitcoin m'a paru si forte : pour la première fois, chacun peut détenir une richesse **qui lui appartient en propre**, sans dépendre d'une autorité centrale.

Cette vision, je l'ai mise en pratique de façon personnelle et assumée. J'ai non seulement cocréé plusieurs entreprises dans cet univers, comme Coinhouse et Ledger, et très tôt, j'ai fait le choix audacieux d'adosser l'essentiel de mon patrimoine au Bitcoin, par souci de cohérence avec mes principes. Je ne possède quasiment plus d'actifs libellés en monnaie fiduciaire traditionnelle. **La majorité de mes avoirs est en Bitcoins**, car je ne crois pas à l'euro, que je considère comme une monnaie du passé.

Je me méfie de l'argent-dette émis à foison et érodé par l'inflation. En fait, **je ne pourrais pas dormir tranquillement si le fruit de tout mon travail était stocké en euros** ou en dollars voués à se déprécier.

Pour moi, **Bitcoin n'est pas un investissement, mais un aboutissement.**

Bien sûr, une telle position n'engage que moi – et je ne conseille à personne de reproduire aveuglément cette stratégie – mais elle illustre la confiance inébranlable que j'accorde à cette nouvelle monnaie libre. Bitcoin, par sa nature, remet en question le paradigme établi : il **redonne à l'individu le contrôle de son épargne** face à des monnaies fiat soumises aux politiques parfois imprévisibles des États. En cela, il s'aligne parfaitement avec l'aspiration profonde qui sous-tend ce livre : reconquérir nos libertés financières dans un monde où trop de forces cherchent à les restreindre.

Régulation : un équilibre entre innovation et contrôle

Évidemment, cette quête de liberté par la technologie ne se fait pas sans défis ni responsabilités. Les crypto-actifs et les nouvelles plateformes décentralisées ont d'abord évolué dans un **Far West numérique**, avec son lot de pionniers visionnaires mais aussi d'**aventuriers imprudents**. Nous l'avons vu avec certaines dérives récentes : l'absence de règles claires a permis à des acteurs peu scrupuleux de prospérer jusqu'à provoquer des scandales retentissants (l'affaire FTX en étant un triste exemple).

Il est donc naturel que la tendance soit aujourd'hui au renforcement de la régulation dans l'écosystème crypto. D'ailleurs, j'ai moi-même travaillé pour faire entendre notre voix auprès des autorités : participer à des missions d'information parlementaires, recruter des spécialistes des affaires publiques... tout cela afin d'œuvrer à **la mise en place d'un cadre sain et durable** pour le secteur. Je suis convaincu qu'**une régulation intelligente est non seulement nécessaire mais bénéfique** sur le long terme. Assainir l'industrie des crypto-actifs, protéger les utilisateurs contre les fraudes les plus grossières, instaurer un climat de confiance, voilà qui favorisera une adoption plus massive et sereine.

Cependant, j'insiste : il nous faut trouver un point d'équilibre subtil. **Le plus grand danger serait de tuer la compétitivité européenne** à force de légiférer à outrance. À vouloir trop brider l'innovation naissante, on risque de voir émerger les géants de la finance décentralisée ailleurs – aux États-Unis, en Asie – et de laisser l'Europe à la traîne. **J'espère ardemment que nos gouvernants l'ont compris**, et qu'il est possible de **protéger le consommateur sans étouffer l'entrepreneur**, de réglementer sans **délocaliser l'innovation à l'étranger**. Cela est valable pour tous les secteurs : l'histoire récente nous enseigne que les pays ou régions qui embrassent le progrès technologique en fixant des règles claires mais encourageantes deviennent les fers de lance de ces révolutions, tandis que les autres en subissent simplement les conséquences décidées ailleurs.

Cette réflexion s'étend bien sûr à la **fiscalité**. À l'heure actuelle, en France notamment, **la fiscalité reste excessivement lourde** – pour ne pas dire confiscatoire – pour tout

entrepreneur qui souhaite créer de la valeur. Taxer outrageusement des pionniers souvent idéalistes et des petits investisseurs revient à **brider un écosystème naissant** et, pire, à **dissuader toute déclaration honnête**. En dissuadant la transparence, on obtient l'inverse du but recherché. Il est impératif de réformer ces approches fiscales et réglementaires avec bon sens : encourager l'innovation locale, garder les talents et les capitaux chez nous, tout en encadrant suffisamment pour éviter les abus.

C'est seulement ainsi que nous préserverons notre souveraineté technologique tout en permettant à nos concitoyens de profiter pleinement de ces nouvelles opportunités.

Un futur à conquérir : plus de liberté, moins de contraintes

Le livre que vous tenez dans les mains est à la fois un avertissement et un appel à l'action. En effet, si nous n'y prenons garde, le monde hyperconnecté qui se profile pourrait tout aussi bien devenir un terrain de surveillance généralisée et de restrictions croissantes qu'un espace d'émancipation inédite. La différence tiendra à notre capacité, en tant qu'individus, à **nous saisir intelligemment des outils à notre disposition** pour reconquérir nos libertés.

Les nouvelles technologies offrent une promesse d'autonomie : jamais il n'a été aussi facile de s'informer, de communiquer, d'entreprendre au-delà des barrières géographiques. Il est désormais possible de déplacer sa résidence fiscale ou de travailler depuis l'endroit de son choix, de diversifier son épargne hors des circuits traditionnels, ou encore de **choisir une monnaie** d'échange qui échappe à l'**impression monétaire effrénée** des banques centrales.

Ce livre vous propose précisément un chemin pour vous évader intelligemment, c'est-à-dire profiter des ouvertures qu'offre la mondialisation numérique afin d'être « plus libre, plus heureux et moins taxé ». En tant qu'entrepreneur et investisseur, j'ai toujours pensé que **la liberté se conquiert** – qu'il s'agisse de liberté financière, géographique ou d'expression. Personne ne la donnera sur un plateau d'argent à ceux qui restent passifs. À travers mon parcours, j'ai appris qu'il fallait souvent innover en marge des sentiers battus pour gagner en indépendance. Bitcoin en est un formidable exemple : ce sont des initiatives venues de la base, quasi insurrectionnelles au départ, qui ont forcé le débat et ouvert de nouvelles voies en dehors des monopoles d'État. Désormais, il revient à chacun d'oser emprunter ces nouvelles voies.

Plus libre, plus heureux, moins taxé, cette promesse fait écho à mes convictions profondes. Je suis persuadé qu'en adoptant une vision globale et les technologies appropriées, **il est possible de reprendre en main son destin** face à des systèmes parfois oppressants ou obsolètes. Certes, le chemin n'est pas sans embûches : il faut naviguer entre les contraintes légales de différents pays, se former à des concepts nouveaux, accepter une part d'incertitude. Mais l'enjeu en vaut la chandelle. En choisissant judicieusement vos batailles – de la gestion de votre patrimoine à l'arbitrage de votre lieu de vie en passant par les outils numériques que vous utilisez –, vous

pouvez réellement **accroître votre marge de manœuvre** et **réduire l'emprise** de ceux qui voudraient décider à votre place.

Olivier Roland l'a bien compris, et c'est pourquoi cet ouvrage est particulièrement précieux. Il ne s'agit pas d'un manifeste technologique de plus ni d'un guide fiscal austère, mais d'un **véritable passeport pour la liberté**. En lisant ces pages, vous découvrirez comment **agir dès aujourd'hui** pour ne pas subir demain. Vous apprendrez comment d'autres ont réussi à s'extraire (légalement) de carcans qui semblaient indépassables, comment la créativité et l'audace permettent de contourner bien des obstacles que l'on croyait gravés dans le marbre.

En tant que témoin et acteur de la révolution Bitcoin et de l'essor des nouvelles technologies, je mesure à quel point **le futur appartient à ceux qui embrassent le changement**. Cette préface est l'occasion pour moi de réaffirmer que, malgré les incertitudes, **je reste résolument optimiste**. Oui, les États-nations évoluent et devront redéfinir leur rôle. Oui, les crypto-actifs comme Bitcoin redistribuent les cartes du pouvoir monétaire. Oui, la régulation et la fiscalité doivent s'adapter sous peine d'étouffer la poule aux œufs d'or. Mais plus que tout, **l'individu n'a jamais eu entre ses mains autant de leviers pour être libre**.

Puissiez-vous puiser dans ce livre l'inspiration et les clés pratiques pour tracer votre propre route vers davantage de liberté. L'époque est propice aux audacieux qui sauront tirer parti des évolutions en cours sans perdre de vue l'essentiel : **vivre libre et responsable, aujourd'hui comme demain**.

Éric Larchevêque

*(Entrepreneur, investisseur, cofondateur
de Ledger, Coinhouse et Algosup)*

SUR LES ÉPAULES DES GÉANTS

Ce livre n'aurait jamais pu voir le jour sans le travail d'entrepreneurs, de scientifiques, d'auteurs rebelles intelligents et explorateurs de talents, tellement nombreux que je ne pourrai pas tous les nommer ici.

Voici une liste des plus significatifs, par ordre alphabétique : Lyn Alden, Benedict Anderson, Vitalik Buterin, Ray Dalio, James Dale Davidson, Will et Ariel Durant, Titus Gebel, Tomas Pueyo, William Rees-Mogg, James C. Scott, Balaji Srinivasan.

Et merci à tous ceux qui m'ont aidé directement ou indirectement dans la rédaction de ce livre, en particulier : Faustine André, Andreas Baumgartner, Romain Bouvet, Laurent Breillat, Pierre Brunette, Laurent Cardon, Isabelle Dépatie, Pierre De Vreyer, Titus Gebel, Frédéric Harméon, Steven Herteleer, Alex Leclair, Hugo Mathecowitsch, Rémi Raher, Benoît Wojtenka, et bien sûr mon éditeur Leduc et toute son équipe.

À ceux-là et à tous les autres : merci !

UNE FORMATION GRATUITE EN COMPLÉMENT DE CE LIVRE

L'époque à laquelle on se contentait de proposer des ouvrages uniquement sur papier est révolue, c'est pourquoi j'ai préparé de nombreuses surprises pour tous les lecteurs de ce livre :)

Vous pouvez trouver des formations vidéo gratuites complémentaires et de nombreuses autres ressources, à commencer par le chapitre manquant, en vous rendant sur :

<https://olivier-roland.com/complement/>

Ou en scannant ce QR code :



POURQUOI J'AI ÉCRIT CE LIVRE

Avez-vous l'impression que vous payez toujours plus d'impôts alors que la qualité des services donnés en retour par votre État se dégrade ? Que l'ambiance dans votre pays se détériore ? Que les populistes ont de plus en plus d'influence et de pouvoir ? Que la dette de votre pays a atteint une taille démentielle, et que pourtant votre gouvernement a le plus grand mal à avoir un budget à l'équilibre ? Que votre pays glisse dans le classement des pays les plus riches du monde, ou risque de le faire bientôt ?

Ce n'est pas qu'une impression (de nombreuses études scientifiques montrent la réalité de ces phénomènes¹), c'est une tendance de fond, qui touche de nombreux pays à travers le monde aujourd'hui.

Les véritables raisons de cette tendance ne sont pas à chercher dans les médias, souvent focalisés sur les symptômes sans explorer les causes profondes. Il faut sortir des sentiers battus, assembler de nombreuses pièces éparses, et arpenter le monde pour voir la réalité du terrain, avant de pouvoir reconstituer le puzzle.

C'est précisément ce que j'ai cherché à faire, car je suis convaincu que nous vivons une transition majeure dans l'histoire de l'humanité, un moment critique dont les implications restent largement sous-estimées.

C'est une des plus grandes révolutions qu'ait jamais connues l'humanité, bien plus impactante sur notre mode de vie que l'ont été l'invention de l'agriculture et la révolution industrielle, car elle se produit infiniment plus vite : la révolution numérique.

J'ai eu la chance de voir de mes propres yeux comment elle bouleverse les possibilités offertes aux individus agiles et les États car, au moment où j'écris ces lignes, cela fait près de 10 ans que j'ai quitté mon pays natal, la France, et près de 15 ans que j'explore le monde à raison de 6 mois de voyages par an en moyenne. J'ai pu faire cela principalement parce que mon entreprise est entièrement sur le Web et me donne une liberté géographique *totale*, ou peu s'en faut.

Je peux décider de vivre dans tout pays qui m'intéresse, aussi longtemps que je le veux, me permettant de choisir parmi un nombre sidérant de possibilités la combinaison de climat, coût et qualité de vie, taux d'imposition, opportunités et emplacement géographique, et ambiance qui me plaît.

1. Comme nous le verrons tout au long du livre, références à l'appui :

Et je suis loin d'être seul à pouvoir profiter de cette liberté : les nomades numériques, ces personnes capables de vivre où elles le souhaitent car elles travaillent sur Internet, sont estimés entre 30 et 80 millions dans le monde aujourd'hui².

Et ce simple fait est un bouleversement *profond* qui s'ajoute à de nombreuses autres disruptions d'Internet qui chamboulent les fondations même des États, des nations et de la société moderne.

Cela peut paraître un peu grandiloquent, mais nous étudierons en détail dans ce livre par quels mécanismes ce bouleversement s'opère, et surtout, comment nous pouvons tirer notre épingle du jeu dans ce monde nouveau.

Car, cher lecteur, nous sommes comme des chasseurs-cueilleurs qui viennent de devenir agriculteurs et qui n'ont pas encore compris qu'avec l'agriculture viennent :

- La propriété d'un sol, donc la propriété privée.
- Les différences de rendement en fonction des sols et des plantes, donc la création des inégalités.
- L'accumulation des ressources, donc l'apparition de stratégies pour les utiliser au mieux et au meilleur moment :
 - l'apparition d'une raison pour voler ces ressources et se spécialiser dans cet « art », qui va donner l'art de la guerre, dont des peuples entiers vont même faire leur spécialité ;
 - et le besoin de défendre ces ressources, donc de s'assurer qu'une partie de la population de la tribu ou du village soit capable de prendre les armes et d'ériger des structures défensives.
- Un meilleur rendement que la chasse, donc plus de ressources générées pour la même quantité d'efforts, ce qui permet à une minorité de la population de ne pas travailler aux champs et de se spécialiser, créant ainsi les classes des dirigeants, des prêtres, des penseurs, des médecins, des artisans, des commerçants et des soldats, et favorisant l'émergence de la civilisation (parce que pendant toute l'histoire de l'humanité, de l'invention de l'agriculture à la révolution industrielle, toutes ces classes représentaient 10 à 20 % maximum de la population, et ne pouvaient exister que parce que les 80 à 90 % restants travaillaient aux champs et créaient un maigre surplus qu'elles pouvaient consommer³).

Bref, comme ces chasseurs-cueilleurs soudainement devenus agriculteurs, nous n'avons pas encore compris que les fondements mêmes de notre société, que nous prenons toujours pour acquis, ont été *complètement chamboulés* par les nouvelles

2. "The Number of Digital Nomads: Exploring the Statistics", Andy Sto, 2024.

3. Rondo Cameron et Larry Neal, *A Concise Economic History of the World: From Paleolithic Times to the Present*, 2002.

technologies, à des niveaux profondément disruptifs, au point qu'elles vont bientôt remettre en cause l'ordre même de notre société.

Car nous n'avons pas encore pleinement pris la mesure des disruptions majeures de nombreux piliers sur lesquels se sont constituées nos institutions modernes qu'entraînent Internet et les ordinateurs, ce qui pousse nombre d'entre nous à analyser les problèmes de ces institutions avec une vision du *xx^e* siècle déjà obsolète.

Or, certaines de ces institutions ont acquis un caractère sacré ou quasi sacré aux yeux d'une partie de la population, tout comme pouvaient l'être l'Église catholique et la monarchie durant le Moyen Âge, et les remettre en cause peut relever du blasphème, ou presque, comme ce fut le cas du protestantisme et du républicanisme pour une partie de la population quand ils émergèrent.

Je ne vais donc probablement pas me faire que des amis avec ce livre.

Mais qu'importe leur caractère sacré ou non : quand le socle même sur lequel elles ont été érigées a commencé à vaciller, même des institutions ayant plus de 1 000 ans d'existence se sont fait bousculer et remplacer.

Nous verrons que nous sommes à un tournant historique, où les institutions et les systèmes que nous avons connus depuis des siècles sont *forcés* de se transformer sous nos yeux à cause de facteurs externes contre lesquels ils sont largement impuissants, et auxquels bien des gens sont aveugles. Et que les rares individus qui auront ouvert les yeux sur ces facteurs seront les gagnants de cette révolution.

J'aborderai des sujets tels que la décentralisation du pouvoir, l'émergence de nouvelles formes de gouvernance, l'impact de la technologie sur les taxations, l'emploi, la monnaie, la loi, le nationalisme et la redéfinition des valeurs et des principes qui sous-tendent notre société. Je me pencherai également sur les obstacles qui se dressent sur le chemin de ces innovations et les forces conservatrices qui cherchent à préserver le *statu quo*, même si cela signifie ignorer les réalités de notre époque.

Nous verrons comment les opportunités offertes par Internet, la mondialisation, la décentralisation et la création de nouvelles formes de gouvernance peuvent renforcer le pouvoir des individus face à certains États trop gourmands ou trop totalitaires, alors même que ces États sont fortement tentés d'utiliser les pouvoirs de surveillance des technologies numériques pour créer une version réelle de *1984*. Nous verrons pourquoi, pour réaliser leur objectif de lutter contre ces disruptions, certains États vont parfois *devoir* mettre en place une surveillance numérique massive de leur population, comme la Chine le fait déjà.

Car, comment les États vont-ils pouvoir survivre alors que leur population est de plus en plus mobile, au point qu'une partie grandissante de celle-ci peut en venir à *choisir* ses impôts ? Comment vont-ils pouvoir assurer la continuation de l'État-providence alors que la population vieillit, qu'il y a de moins en moins d'actifs par retraité, et que les 10% de la population la plus riche, qui est aussi la plus mobile, paient en moyenne entre 60 à 70% des impôts⁴ ? Comment vont-ils pouvoir continuer à taxer des entreprises qui n'ont même plus besoin d'avoir un emplacement physique sur leur territoire pour vendre à leurs résidents ? Comment vont-ils pouvoir faire respecter leur droit du travail quand les entreprises travailleront avec des employés et des prestataires situés au-delà de leurs frontières ? Comment vont-ils pouvoir dans ces conditions se sortir de l'énorme endettement dans lequel la plupart d'entre eux se sont engouffrés ?

Ce seront quelques-unes des nombreuses questions auxquelles je répondrai dans la 1^{re} partie de ce livre.

Dans la 2^e partie, je vous partagerai comment même les employés et les entrepreneurs les plus modestes peuvent immensément améliorer leur qualité de vie, leur liberté et l'argent qu'ils gagnent, à condition de se libérer de la *tyrannie de l'endroit*, et comment le faire. Je vous partagerai comment mettre en place des barrières asymétriques, faciles à ériger pour vous et difficiles à abattre pour les États, qui vont vous permettre de maximiser votre autonomie, comment protéger facilement votre vie privée et vos actifs, et de manière générale, comment tirer parti de ce nouveau monde et des forces disruptives qui le façonnent pour tirer votre épingle du jeu tout en créant une immense valeur pour vous-même, vos proches et le monde.

Nous verrons aussi les nouvelles formes fascinantes de gouvernance permises par les nouvelles technologies, donc certaines sont déjà mises en pratique sur le terrain, et comment elles se nourrissent des disruptions qui menacent les États-nations.

Alors, cher lecteur, êtes-vous prêt à partir à l'aventure à travers ces pages, pour explorer en quoi l'ancien monde se délite, observer comment le monde nouveau se construit, et voir comment vous pouvez profiter des opportunités qu'il offre pour bâtir un monde meilleur pour vous, vos proches et l'humanité, et vraiment apprécier le voyage et les mille et une aventures qu'il vous promet ?

Attachez vos ceintures, c'est parti.

4. Comme nous le verrons en détail dans le chapitre 2.

INTRODUCTION

COMMENT JE SUIS DEVENU NOMADE NUMÉRIQUE ET MULTIPAYS

DÉCEMBRE 2014

Cela fait trois ans que je voyage six mois par an, grâce à mon entreprise que je peux intégralement gérer sur le Web et qui me donne donc une liberté géographique totale, rejoignant la communauté grandissante des *digital nomads* (nomades numériques, en bon français), ces personnes qui travaillent entièrement sur Internet et peuvent ainsi résider n'importe où.

J'en ai profité pour découvrir le monde, vivre mille et une aventures fascinantes⁵ et m'ouvrir l'esprit en découvrant les nombreuses différences culturelles qui nous attendent à chaque sortie d'aéroport.

Mais jusqu'à présent, je vis toujours dans ma ville natale, Lille, dans le nord de la France.

Alors que je suis dans l'avion qui m'emmène au Brésil, je réfléchis à ce que l'on m'a dit maintes et maintes fois : « Mais pourquoi restes-tu en France alors que tu voyages déjà la moitié de l'année ? ».

Sous-entendu : « Pourquoi restes-tu dans l'un des pays les plus taxés du monde, et dans une culture que tu connais par cœur, alors que la totalité de la planète te tend les bras ? ».

Il est vrai que depuis longtemps, ma curiosité me pousse à franchir l'étape suivante, qui est d'aller vivre à l'étranger, pour pouvoir pleinement m'immerger dans une autre culture et apprendre ou approfondir une autre langue.

Et puis, la France faisant effectivement partie du top 5 des pays les plus taxés du monde chaque année depuis 2000⁶ et du top 3 depuis 2010, je sais que, quel que soit le pays que je choisirai, il y a de fortes chances que cela diminue mes impôts, et que je sois donc *payé* pour aller vivre ailleurs.

J'y pense, mais sans prendre de décision.

5. Voir toute l'histoire dans *Tout le monde n'a pas eu la chance de rater ses études*, 2016.

6. "Tax revenue Total, % of GDP, 2000-2022", OCDE.

FÉVRIER 2015

Peu de temps après le Brésil, je pars pour un voyage d'un mois aux États-Unis, qui est notamment l'occasion d'explorer La Nouvelle-Orléans, ma ville américaine préférée.

À mon retour en France, une surprise de taille m'attend.

Une lettre du RSI — l'administration dont je dépends alors pour mes cotisations sociales —, datée de déjà deux semaines, et qui m'annonce en substance :

« Hé, voilà, bonne nouvelle, nous nous sommes rendu compte que vous nous devez encore 95 000 €, et nous vous demandons de régler super vite, parce que vous êtes en retard, et si vous ne le faites pas, nous allons vous faire payer des pénalités, et si vous ne payez toujours pas, nous vous enverrons des huissiers. Merci de travailler avec nous, c'est toujours un plaisir.

Bisous, le RSI. »

Dire que je suis atterré par une telle lettre est un faible mot.

Quatre-vingt-quinze mille euros, ça correspond *grosso modo* à la totalité de la somme qui se trouve sur le compte bancaire de mon entreprise, et surtout, ce montant paraît complètement délirant par rapport aux prévisions que mon comptable m'a annoncées – et à mon chiffre d'affaires de l'époque.

Pris de panique, j'envoie un e-mail à mon comptable avec un scan de la lettre en pièce jointe, puis je me ronger les ongles en attendant son verdict.

Celui-ci arrive quelques heures plus tard : « Ne vous inquiétez pas, il s'agit manifestement d'une erreur. J'ai refait le calcul, et vous leur devez 25 000 euros. Plusieurs de nos clients ont eu le même problème, apparemment ils ont un bogue informatique. Nous allons leur écrire avec les éléments pour qu'ils rectifient. »

Un bogue informatique ?

Une rapide recherche sur Internet m'apprend que des bogues, le RSI en a pléthore, et depuis des années. C'est même – et l'expression n'est pas une figure de style – une « catastrophe industrielle ».

Qui dit cela ? Un commerçant levé du mauvais pied qui râle après avoir reçu un appel à cotisations un peu salé ? Un artisan mécontent du délai pour se faire rembourser ses prestations médicales ?

Pas du tout, c'est la Cour des comptes en personne, la plus haute juridiction financière et administrative de France, qui a employé ces mots dans un rapport de 2012, dans une section sobrement intitulée « Un lourd échec⁷ ».

En plus de ce rapport au vitriol, je trouve aussi des articles accablants dans la presse⁸, montrant que, trois ans après le constat de la Cour des comptes, les problèmes sont

7. « Rapport sur la Sécurité Sociale de 2012 », chapitre 7 : « Le RSI et l'interlocuteur social unique », Cour des Comptes.

8. Quelques exemples d'articles publiés à l'époque, dont les titres donnent le ton : « Le RSI, cauchemar des travailleurs indépendants » (*Les Échos*, avril 2014), « Pourquoi les travailleurs indépendants fustigent le RSI » (*Le Monde*, mars 2015), « Le fiasco du RSI » (*Décideurs Magazine*, avril 2015), « La Sécu des artisans commerçants : un vrai calvaire ! » (*Capital*, mars 2013), etc. La liste est longue.

toujours nombreux et touchent des millions d'entrepreneurs. Des huissiers sont même parfois mandatés pour recouvrer des sommes fantaisistes issues d'erreurs informatiques.

Je me rappelle alors un article paru un peu plus d'un an auparavant, qualifiant la France de « championne d'Europe » des prélèvements obligatoires⁹, et décide d'aller consulter les derniers chiffres sur le site de l'OCDE – l'Organisation de coopération et de développement, qui regroupe les 38 pays les plus riches du monde.

Résultat : en 2014, la France était le deuxième pays le plus taxé du monde, juste derrière le Danemark¹⁰ (tous deux se disputent chaque année la première place, nous allons le voir), avec un taux de taxation moyen supérieur de 33 % environ à la moyenne des pays de l'OCDE¹¹.

Et ce n'est pas nouveau : toujours d'après l'OCDE, depuis 1965 (date à laquelle l'organisme a commencé à collecter ces données), le taux d'imposition en France a, tous les ans, dépassé la moyenne des pays les plus riches. Sur la période 1965 à 2020, il est supérieur de 31 % à la moyenne¹² !

En lisant tout cela, je me dis : « Si tu attendais un signe de l'univers, alors le voici. » C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ma décision est prise : je pars vivre à l'étranger.

L'herbe est-elle vraiment plus verte ailleurs, ou n'est-ce qu'une chimère ? Il n'y a qu'un seul moyen de le savoir : en testant moi-même.

Je ne le formule pas encore exactement comme cela, mais en constatant que le deuxième pays le plus taxé du monde fournit un service d'assurance santé – obligatoire – si défaillant qu'il est qualifié de « catastrophe industrielle » par l'organisme officiel chargé d'analyser son fonctionnement, je me pose une question fondamentale – et, nous le verrons, profondément disruptive pour les États-nations modernes : Est-ce que je bénéficie là du meilleur rapport qualité-prix possible pour les services offerts par un gouvernement ?

MARS 2015

Après avoir hésité entre Amsterdam, Barcelone, Malte et Londres, j'opte pour Londres, pour les raisons suivantes :

- c'est une grande capitale, stimulante intellectuellement, qui offre de nombreux services et divertissements – en somme, un beau « terrain de jeu ».

9. « La France, championne d'Europe des charges sociales pesant sur les entreprises », *Le Figaro*, novembre 2013.

10. « Tax revenue », OCDE, revenus de l'impôt par rapport au PIB <https://data.oecd.org/tax/tax-revenue.htm>

11. Ce taux reste constant : la moyenne sur la période 2000 à 2020 est un taux de taxation en France supérieur de 34 % à la moyenne de l'OCDE.

12. Chacun peut vérifier ces chiffres, et ceux de son pays, sur <https://data.oecd.org/tax/tax-revenue.htm>

- Elle n'est qu'à 1 h 30 de Lille en train (il me sera donc facile de faire venir mes amis et ma famille, et d'aller les voir quand je le voudrai) et à 2 h 30 seulement de Paris.
- C'est un grand hub aérien, je pourrai donc voyager partout dans le monde très simplement et rapidement.
- J'y connais déjà quelques entrepreneurs (dont mon éditeur!) et je pourrai me connecter à plusieurs réseaux professionnels, ce qui facilitera mon insertion.
- Je veux devenir *business angel* (j'ai déjà investi dans deux entreprises et une start-up). Or, cette ville en regorge.
- La langue : c'est l'occasion de parfaire ma maîtrise de l'anglais, et de diminuer un peu mon accent très français.
- Je suis fasciné par la culture anglo-saxonne, et c'est là une chance unique de l'explorer de l'intérieur.
- La météo est à peu près la même qu'à Lille, donc pas de changement pour moi sur ce plan-là...

... Et bien sûr, je prévois de continuer à voyager comme avant, donc je compte bien ne *pas* passer l'hiver à Londres.

De plus, la Grande-Bretagne faisant alors encore partie de l'Union européenne, la paperasse pour m'y établir est absolument minimale.

En décidant de quitter ainsi la France, je fais aussi une croix sur toute retraite que pourrait me donner le gouvernement français, ainsi que sur le fruit des quinze années de cotisations dont je me suis déjà acquitté¹³.

Non pas que cela m'inquiète outre mesure : en consultant les chiffres disponibles à l'époque, j'en ai déjà conclu qu'il vaut mieux que je compte sur moi-même plutôt que sur le gouvernement, et que je dois me constituer ma propre retraite¹⁴.

Je pars donc 15 jours à Londres, en repérage : j'explore d'abord différentes parties de la ville, pour voir celles qui me plaisent, puis je visite plusieurs appartements, jusqu'à trouver la perle rare, à Islington, un charmant quartier aux airs de village dans le nord-ouest de Londres, pas très loin de la gare de St Pancras.

Je choisis un meublé, afin d'avoir la flexibilité de déménager rapidement si l'envie m'en prend.

Je rentre ensuite à Lille avec une mission simple : donner la majeure partie de mes biens, y compris mes meubles, accomplir toutes les formalités le plus vite possible, et déménager mon entreprise de la France vers le Royaume-Uni.

13. Le peu d'années durant lesquelles j'ai cotisé étant bien insuffisant pour toucher une retraite digne de ce nom.

14. Les chiffres de l'époque, que j'ai partagé dans *Tout le monde n'a pas eu la chance de rater ses études* : « Le système principal, qui jusqu'à présent était à l'équilibre, aura besoin d'un apport externe représentant 0,7% du PIB annuel en 2020... et 1,7% en 2050 (source : Observatoire des Retraites, "Le financement de la retraite"). En se basant sur le PIB de 2013 cela représente respectivement 15 et 36 milliards d'euros par an. Qui va les payer ? Et les réserves des caisses de retraites complémentaire (Agirc et Arcco) risquent d'être épuisées dès 2018 et 2025 respectivement (source : *Le Monde*, "Retraites complémentaires : un système à bout de souffle", 2015). »

AVRIL 2015

Après avoir constaté que, une fois tous mes meubles partis, il me reste 25 cartons d'objets, dont 17 de livres, je décide de franchir l'étape suivante d'un minimalisme que je pratique depuis déjà plusieurs années, en réduisant mes possessions à ce que pourrait contenir le coffre d'une voiture.

Je rachète au format numérique tous les livres qui m'ont marqué, donne les 17 cartons à un ami, et mes objets inutiles à qui veut bien les prendre, et pose pour une photo devant toutes mes possessions de l'époque, fier de les avoir réduites au minimum :



Photo de toutes mes possessions matérielles juste avant de partir à Londres, en mai 2015.

MAI 2015

Le 5 mai, j'arrive à Londres. Il s'est écoulé moins de trois mois entre ma décision et mon déménagement.

Je suis aidé par le fait que mon entreprise :

- n'a pas de bureaux. Tout le monde travaille à distance.
- N'a pas d'horaires fixes. Chacun travaille aux heures qu'il souhaite.
- Fonctionne en mode asynchrone. Nous décourageons les réunions et les conversations en direct, et utilisons des outils comme Asana pour communiquer.

- N'a aucun employé. Étant donné ma mission d'aider les gens à devenir entrepreneur, et d'aider les entrepreneurs à développer leur entreprise sans se tuer à la tâche, je souhaite donner l'opportunité de l'entrepreneuriat à tous ceux qui travaillent avec moi, qui ont donc tous leur propre entreprise et sont libres de travailler avec d'autres clients.

L'endroit physique où se trouvent les membres de l'équipe – moi compris – n'a donc aucune importance.

Je déménage le siège social de Lille à Londres d'un claquement de doigts¹⁵, avant de me déménager moi-même.

Ce faisant, je divise instantanément mon taux d'imposition par deux. À travail égal :

- l'impôt sur les sociétés passe de 33 % (à l'époque) à 20 %, soit une réduction de quasiment 40 %
- L'impôt sur le revenu, lui, ne change guère.
- Mon comptable britannique m'apprend en revanche que le fonctionnement des dividendes est beaucoup plus souple que celui en vigueur en France (je peux me payer en dividendes tous les mois plutôt qu'une fois par an en France), et que le taux de taxation est de 37,5 %, contre 42,5 % en France¹⁶.
- Et, surtout, les cotisations sociales passent d'environ 47 %¹⁷ à environ 25 %¹⁸, soit une division pratiquement par deux de cet impôt ô combien important dans les charges globales, et ô combien souvent oublié dans le calcul de ceux qui se demandent combien ils versent à leur État. Au final, étant donné mon statut d'entrepreneur qui me permet de renoncer à certains services tels que la retraite, le taux des cotisations sociales est presque divisé par quatre, comme me l'apprend très vite mon comptable.

Avec tous ces impôts économisés, je suis donc effectivement payé — et même bien payé — pour découvrir une nouvelle culture, élargir mon horizon intellectuel et parfaire ma maîtrise de l'anglais.

Mais vais-je recevoir en échange un service de santé à la qualité elle aussi divisée par quatre par rapport à la France ? Vais-je bénéficier de services globaux, de la part du gouvernement anglais, eux-aussi divisés par deux ?

La réponse ne tarde pas à venir.

15. Les lois de l'Union européenne autorisent à déplacer une entreprise d'un pays membre à l'autre. Dans les faits, cela revient à radier l'entreprise dans le pays A et à en créer une nouvelle dans le pays B, mais la raison de la radiation indiquée sur le document officiel est « transfert du siège social dans pays B ».

16. En France : taux marginal supérieur de l'IR de 45 %, ramené à 27% après abattement de 40%, puis ajout de 15,5% de prélèvements sociaux pour un total de 42,5%. En Grande-Bretagne, la tranche supérieure est de 37,5 %, et il n'y a pas de cotisations sociales sur les dividendes. Tous ces calculs sont valables pour 2015.

17. Assurance vieillesse 15,35 % + assurance maladie + CSA 13,55 % + CSG/CRDS 7,86 % (8 % de 98,25 % du salaire brut) + chômage 6,4 % + allocations familiales 3,45 % + cotisations diverses 0,67 % = 47,28 %. Cela inclut les cotisations salariales et patronales (voir chapitre 6 pour comprendre pourquoi je les combine). Ces taux sont valables pour 2015.

18. 12 % pour la part salariale, et 13,8 % pour la part patronale.

PLUS TARD, EN 2015

Je me rends pour la première fois chez un médecin anglais. À la fin de la consultation, je lui demande combien je lui dois.

Elle me regarde, surprise : « Comment ça, combien vous me devez ? »

C'est à mon tour d'être surpris : « Je veux dire, je dois bien vous payer la consultation, non ? »

Elle sourit alors, hoche la tête, et me dit : « *I can see you are French* – Je vois que vous êtes français ! »

Je découvre alors que, non content de coûter deux fois moins cher¹⁹ en cotisations que l'Assurance maladie française, le système de santé anglais est totalement gratuit, de A à Z. Vous n'avez jamais besoin d'avancer le moindre centime, tout est couvert par l'État. Pas besoin de mutuelle obligatoire, de tiers payant et autres joyeusetés administratives.

Cela ne veut pas dire que le système anglais est parfait, loin de là : là-bas le système public est entièrement aux mains de l'État, qui est l'employeur direct du personnel médical. Si un médecin veut être indépendant, il doit appartenir au secteur privé – qui, lui, n'est pas pris en charge²⁰.

La disparité des revenus rend le secteur public moins attractif, et la qualité s'en ressent quelque peu : je dirais qu'elle est à 80 % de celle du système français.

Mais cela signifie que, pour des cotisations sociales deux fois moins cher, les Anglais bénéficient d'un système de santé à 80 % de l'efficacité du système français : c'est un bien, bien meilleur rapport qualité-prix.

Car voudriez-vous multiplier par deux vos dépenses de santé pour améliorer votre prise en charge de 20 % ?

Un nouveau mythe s'effondre, et je découvre alors que ce concept d'une Sécurité sociale française vantée par les gouvernements successifs comme le meilleur système de santé du monde est digne d'une opération de propagande stalinienne.

C'est au point que de nombreux Français ont l'impression, plus ou moins vague, qu'ailleurs — et particulièrement dans les pays anglo-saxons — on laisse les gens sans le sou mourir dans la rue au moindre souci de santé, et que les expatriés reviennent se faire soigner en France..

Et beaucoup de gens y croient, pour une raison simple : ils n'ont jamais eu l'occasion de comparer leur système avec celui d'autres pays.

En fait, la plupart des gens naissent dans un pays, étudient et obtiennent leur diplôme dans ce pays, font leur carrière dans ce pays, se marient dans ce pays, élèvent leurs

19. Environ. La phrase « le taux des cotisations sociales est presque divisé par quatre » un peu plus haut tient compte du fait que j'ai choisi de ne pas cotiser pour la retraite, en me versant des dividendes plutôt qu'un salaire.
20. « NHS doctors told to declare income from private work », BBC News, 2016.

enfants dans ce pays, prennent leur retraite dans ce pays et meurent dans ce pays. Beaucoup d'entre eux ne parlent aussi couramment que la langue de ce pays.

Je leur ai donné un nom : les monopays.

Comme les monopays ne connaissent les rouages internes que d'un seul pays, ils sont facilement manipulés par tout ce que raconte leur gouvernement sur les performances formidables de tel ou tel aspect de leur système – comme pour la Sécurité sociale en France.

Et bon nombre d'entre eux surenchérisent sur cette méconnaissance en ne faisant absolument aucune recherche sur Internet pour comparer les chiffres que leur donnent les politiciens avec ceux d'autres pays, ou simplement pour mettre en perspective ce qu'ils voient autour d'eux.

MAI 2018

Cela fait trois ans que je vis à Londres, et j'en tire le bilan :

- j'ai vraiment beaucoup progressé en anglais.
- J'ai pris des cours de réduction d'accent. Même si j'ai toujours un (gros) accent français, je suis à présent compréhensible, la plupart du temps, par un anglophone natif :).
- Grâce à l'argent que j'ai économisé en impôts, j'ai investi dans dix start-up, réalisant mon souhait de devenir *business angel* et de pouvoir contribuer à l'économie d'une manière que j'estime bien plus pertinente que si cet argent avait été pris par un État.
- Fidèle à ma conviction que c'est à moi de constituer ma retraite, j'ai alloué ce que j'aurais dû payer en cotisations (et même plus) à des investissements en Bourse et dans l'immobilier.
- Même si cela faisait déjà près de quatre ans que je voyageais six mois par an quand j'ai déménagé, vivre à l'étranger représente clairement une étape supplémentaire : cela permet d'explorer une autre culture en profondeur et de mieux connaître les concepts qu'elle valorise ou non.
- J'ai profité à fond de cette ville, de ses musées incroyables, de ses canaux peu connus des touristes, de son architecture mêlant constamment l'ancien et le nouveau, de sa culture, de sa musique, sa nourriture internationale ultra diversifiée ; j'ai fait des rencontres extraordinaires, et globalement, j'en ai pris plein les yeux.

Mais trois ans à Londres, ça me suffit. L'appel de la découverte me démange à nouveau. Où vais-je aller vivre, cette fois-ci ? J'ai littéralement le monde dans le creux de ma main, et je peux choisir presque n'importe quel endroit du globe qui me plaît...